VILLE DE LA FERTE-BERNARD
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation 19 juin 2025
Date d'affichage 19 juin 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-217201326-20250625-CM2506-DEL19-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2025

Nombre de conseillers

en exercice 29
présents 18+11 procurations
votants 29

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ

LE VINGT CINQ JUIN à vingt heures,

Le Conseil municipal de la ville de La Ferté-Bernard, légalement convoqué en session ordinaire, s'est réuni pour des circonstances exceptionnelles à la Mairie : salle Annette Moriette, sous la présidence de Monsieur Didier REVEAU.

Etaient présents : M. Didier REVEAU, Mme Cécile KNITTEL, Mme Sylvie SEQUEIRA, M. Laurent PHILIBERT, Mme Christiane VAN RYSSEL, Mme Bénédicte MARCHAIS, Mme Françoise PELLODI, M. Emmanuel BOIS, Mme Sandra TRASSART-ROQUAIN, M. Nicolas CHABLE, Mme Catherine CHANTEPIE, M. Christophe BISI, Mme Marie-Hélène TROUILLOT, Mme Marie DENONELLE, M. Dominique MORANCE, M. Franck POTAUFEUX, Mme Edith ALIX, M. Carl GUILLEMIN.

Excusés :

M. Éric PAPILLON	(Pouvoir donné à Mme Sylvie SEQUEIRA)
M. Gérard GUESNE	(Pouvoir donné à Mme Cécile KNITTEL)
M. Gaëtan THOMAS	(Pouvoir donné à M. Didier REVEAU)
M. Thierry BODIN	(Pouvoir donné à Mme Christiane VAN RYSSEL)
Mme Delphine LETESSIER	(Pouvoir donné à M. Dominique MORANCE)
M. Emmanuel VIGNERON	(Pouvoir donné à Mme Françoise PELLODI)
M. Nicolas GUILLARD	(Pouvoir donné à Mme Sandra TRASSART-ROQUAIN)
Mme Audrey MAMONTEIL	(Pouvoir donné à Mme Bénédicte MARCHAIS)
Mme Olivia JAMAIN	(Pouvoir donné à M. Carl GUILLEMIN)
M. Lionel COURTEMANCHE	(Pouvoir donné à M. Emmanuel BOIS)
Mme Sophie DOLLON	(Pouvoir donné à M. Laurent PHILIBERT)

Il a été, suivant les prescriptions de la loi du 5 avril 1884, procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Mme Edith ALIX a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

VALIDATION DU PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE
INTERCOMMUNAL

Le Conseil municipal ;

Vu le Code Général des Collectivité Territorial ;

Vu la circulaire interministérielle du 19 décembre 2014 relative au Projet Éducatif de Territoire (PEDT) ;

Vu la Convention Territoriale Globale (CTG) signée en mars 2023 pour une durée de 5 ans entre la Communauté de communes du Perche Émeraude, la Caf de la Sarthe, 31 communes et 2 SIVOS ;

Vu le rapport du Maire.

Considérant que le Projet Éducatif de Territoire, ou PEDT, est un outil visant à organiser et coordonner l'ensemble des actions éducatives destinées aux enfants, non seulement pendant les périodes scolaires, mais également sur les temps périscolaires et extrascolaires. Il s'agit de garantir un accompagnement éducatif cohérent et adapté à leurs besoins.

Considérant qu'initialement conçu au niveau communal, le PEDT devient désormais intercommunal, regroupant l'ensemble des communes de la Communauté de communes.

Considérant que cette évolution répond à plusieurs objectifs : mieux coordonner les actions à une échelle plus large, mutualiser les ressources humaines et financières, et proposer une offre éducative plus riche et harmonisée sur l'ensemble du territoire. Elle permet également de réduire les inégalités d'accès aux activités éducatives entre les enfants, qu'ils résident en milieu rural ou urbain.

Considérant que l'élaboration de ce PEDT intercommunal a été conduite en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés (Services de l'Etat, CAF, Education nationale, parents d'élèves, enseignants, élus, associations œuvrant autour de l'éducation, etc.).

Considérant que plusieurs réunions ont été organisées afin de recueillir les besoins et attentes des communes, des enseignants, des associations et des familles. Un premier comité de pilotage, validant le cadre du PEDT, s'est tenu le 10 juillet 2024.

Considérant que deux réunions de concertation avec les acteurs locaux à l'échelle du bassin de vie Fertois-Montmirailais ont eu lieu les 5 décembre 2024 et 13 mars 2025, dans le but d'identifier les axes éducatifs et les actions du PEDT. Une dernière rencontre s'est tenue le 5 juin 2025.

Considérant que de ces travaux ressortent les éléments suivants :

Sur le plan organisationnel, lors de sa séance plénière du 30 septembre 2024, la Communauté de communes du Perche Émeraude a approuvé une modification de l'intérêt communautaire de l'EPCI afin d'y intégrer l'action suivante : « Coordination du Projet Éducatif Territorial ».

Sur le plan territorial, deux conventions distinctes relatives au PEDT seront conclues :

- une convention à l'échelle du bassin Tufféen,
- une convention à l'échelle du bassin Fertois-Montmirailais.

Considérant qu'en matière de ressources humaines, la démarche repose sur une coordination assurée par un professionnel de la Communauté de communes, chargé de piloter le Projet Éducatif de Territoire intercommunal et d'assurer le déploiement du plan d'actions.

Après avoir délibéré,

- **VALIDE** la mise en place d'un Projet Educatif de Territoire pluri-communal à l'échelle du bassin de vie Fertois-Montmirailais

- **DECIDE** de prendre part à la mise en œuvre du plan d'action du Projet Educatif de Territoire pluri-communal.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer :
 - La Convention relative à la mise en place d'un Projet Educatif de Territoire pluri-communal avec la Préfecture de la Sarthe, le directeur académique des services de l'Education Nationale, la Direction de la Caisse d'Allocations Familiales de la Sarthe, la Communauté de Commune du Perche Emeraude et les autres collectivités engagées dans la démarche.

 - Les différents avenants le cas échéant.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou l'un de ses adjoints, à signer tout document nécessaire au bon déroulement de cette opération.

A l'unanimité des membres votants,

Voix pour : 29

Voix contre : 0

Abstention : 0

La Secrétaire de séance

Marie DENONELLE

Pour Copie conforme

Le Maire,

Didier REVEAU

Le présent acte est soumis à un délai de recours de deux mois à compter de sa publication. Les recours doivent être adressés au tribunal administratif de Nantes et doivent être adressés par voie recommandée.